

**déi Lénk** 

David Wagner

Député

Luxembourg, le 20 mai 2025

**Concerne: Question parlementaire relative à la déclaration conjointe des dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada sur la situation à Gaza et en Cisjordanie**

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je voudrais poser la question parlementaire suivante à Monsieur le ministre des Affaires étrangères.

Le 19 mai 2025, les dirigeants de la France, du Royaume-Uni et du Canada ont publié conjointement une déclaration sur la situation à Gaza et en Cisjordanie. Dans cette déclaration, les auteurs s'opposent fermement à l'extension des opérations militaires israéliennes à Gaza, jugeant le niveau de souffrance humaine à Gaza intolérable.

Tout en demandant au Hamas de libérer immédiatement les derniers otages, les dirigeants annoncent leur intention de prendre des mesures contre le gouvernement Netanyahu : « *Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que le gouvernement Netanyahu poursuit ces actions scandaleuses. Si Israël ne met pas fin à la nouvelle offensive militaire et ne lève pas ses restrictions sur l'aide humanitaire, nous prendrons d'autres mesures concrètes en réponse. Nous nous opposons à toute tentative d'expansion des colonies en Cisjordanie. Israël doit mettre fin aux implantations qui sont illégales et compromettent la viabilité d'un État palestinien ainsi que la sécurité des Israéliens et des Palestiniens. Nous n'hésiterons pas à prendre d'autres mesures, y compris des sanctions ciblées.* ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le ministre :

- 1) Est-ce que le Luxembourg a été contacté en amont pour se joindre à cette déclaration et si oui, quelle fut la réaction du Luxembourg?
- 2) Quelle est l'appréciation politique de Monsieur le ministre concernant la déclaration susmentionnée? Est-ce que Monsieur le ministre partage les opinions qui y sont exprimées?
- 3) Est-ce que le Luxembourg est également prêt à prendre des mesures, y compris des sanctions ciblées, si le gouvernement Netanyahu ne change pas de politique? Est-ce que le Luxembourg se joindra le cas échéant à une initiative commune en ce sens?

Avec mes salutations respectueuses,

David Wagner



Député